



© VINCENT GEORIS

SUR LA PISTE DES MINERAIS DE SANG

Reportage au Sud-Kivu sur les minerais de sang, extraits par des esclaves des temps modernes... avant de venir équiper nos portables, nos téléphones et nos ordinateurs.



Le Sud-Kivu spolié de ses richesses

La plus grande partie des minerais indispensables à nos appareils électroniques sont enfouis dans le sol congolais. Depuis vingt ans, cette terre est la proie de «seigneurs de guerre».

VINCENT GEORIS,
À BUKAVU

Dieudonné interromp son récit. Décroche son portable. Un filet de lumière tropicale filtre à travers la lucarne de son bureau défraîchi. Sur le sol en terre battue, des sacs toiles entassés recouvrent quelques dizaines de kilos de cassitérite. Un minerai précieux, dont l'industrie tire l'étain pour fabriquer les circuits imprimés des PC, GSM et tablettes.

«Désolé, lâche notre hôte, la voix éraillée et les yeux rouges. Mon collègue vient d'être abattu à l'instant sur la route de Bukavu. Une balle dans la tête.» Il reprend son souffle.

Dans la savane, la vie ne tient qu'à un fil. Dieudonné Basmine le sait, il préside l'association des négociants d'or et d'étain de la ville de Bukavu. Un métier dangereux.

«Nous risquons notre vie tous les jours. Le danger est sur la route, entre la mine où nous achetons la cargaison et les comptoirs, où nous la vendons, confie-t-il. Nous traversons parfois cinq à six barrières, où il faut négocier un pot-de-vin avec des militaires. Mais attention, plus vous perdez du temps à discuter avec eux, plus vous risquez votre vie.»

Des groupes armés infestent la région. Ils sont imprévisibles. Pour cent dollars par mois, les volontaires ne manquent pas pour rejoindre l'une ou l'autre milice et se livrer à des pillages et des massacres. «Nous rencontrons des Mai-Mai (NDR: des seigneurs de guerre) ou des FDLR (des Hutus rwandais réfugiés en RDC après le génocide). On ne sait jamais à quoi s'attendre.» Il pointe un doigt épais vers le ciel. «Évitez certaines mines, comme celle de Misisi, où chaque semaine un négociant se fait tuer. C'est le Sang complet.»

Les minerais de sang

Nous sommes à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu (est du Congo). Une base idéale pour rayonner dans la savane, à la recherche des minerais de sang. Après une traversée hasardeuse de la frontière avec le Burundi, un voyage chaotique sur la route des Escarpements, une piste insécurisée où les occidentaux ne se risquent pas.

Maison de torchis, population aux champs ou dans les mines. Gargotes misérables en bord de route où l'on vend trois fois rien. Le Sud-Kivu est tétanisé par une extrême pauvreté. Pourtant, son sol regorge de minerais précieux. Étain, tantale, tungstène et or. Tous nécessaires à la fabrication des ordinateurs, téléphones portables et télévisions. Indispensables à notre vie quotidienne.

Ce sont les minerais de sang. Ils sont extraits par des hommes et des gamins qui creusent le sol avec des outils rudimentaires, et risquent leur vie sous terre pour une poignée de dollars. Puis sont exportés, souvent clandestinement pour éviter les lois et les taxes. Traités par des fonderies et achetés, les yeux fermés, en Europe, en Asie et aux États-Unis par l'industrie électronique. Un commerce entretenu par une demande éfrénée, la corruption et une pression incessante pour écraser les coûts. Le Congo, qui recèle 80% de ces minerais vitaux à l'industrie, est l'objet d'une avidité sans limite.

Le collègue de Dieudonné, tué le matin, s'ajoute aux quatre à cinq millions de personnes assassinées depuis vingt ans au Congo dans des conflits liés à ces minerais et aux tensions interethniques. Comme si, avec le temps, le sang des congolais était devenu une matière première de l'électronique.

«Les mines sont convoitées par des seigneurs de guerre. Même si depuis un certain temps, la violence se déplace vers les intermédiaires», ex-



«Nous traversons parfois cinq à six barrières, où il faut négocier un pot-de-vin avec les militaires. Mais attention, plus vous perdez du temps à discuter avec eux, plus vous risquez votre vie.»

Dieudonné Basmine
Négociant à Bukavu

plique Santiago Fisher, spécialiste du dossier auprès de l'ONG Commission Justice et Paix (CJP).

Pour enrayer la tragédie, la RDC a entamé en 2011 un processus de validation des mines. Pour être licites, les minerais doivent provenir de mines «vertes», c'est-à-dire qui ne sont pas entre les mains de militaires, et n'emploient ni enfant, ni femme enceinte.

Mais le processus est lent. «Sur les neuf cent mines du Kivu, une dizaine à peine a été validée et classée verte», déplore Colette Mikila, directrice du CRM, un centre étatique mis en place l'an dernier à Bukavu pour traiter les minerais «propres» et éviter le marché noir. Un site désespérément vide.

Les autorités provinciales sont conscientes de cette lenteur. «Nous voulons valider 25 mines tous les 100 jours», affirme Adalbert Muhri Mubalama, chef de cabinet du ministre provincial des Mines. L'homme nous révèle qu'il a été enfant-creuseur dans une mine d'or. «C'est grâce à cela que j'ai pu

payer mes études chez les jésuites.»

Pour contourner la loi, les trafiquants écoulent les minerais vers le Burundi, le Rwanda ou la Tanzanie. «Le Burundi est un lieu de transit des minerais congolais. Un tiers de l'or attribué au Burundi vient en réalité d'en face», révèle un diplomate européen.

La police devrait empêcher ce trafic, mais les effectifs sont insuffisants. «Pour l'instant, nous avons formé 49 policiers des mines à appliquer la nouvelle loi», résume le major de la police des Mines. Pour contrôler 900 mines, le compte n'y est pas.

La mine illicite de Kadumwa
Nous partons pour Kadumwa, une mine d'or artisanale classée rouge, logée dans les collines à 80 kilomètres au sud-est de Bukavu. Aux pieds la mine industrielle de Luhwinja, exploitée par Twanigza, une filiale du géant aurifère canadien Banro.

Pour y parvenir, nous empruntons une piste aménagée par les Chinois pour le

UN PAYS DÉVASTÉ

À l'heure d'écrire ce reportage, le Congo est en proie à des violences liées aux prochaines élections présidentielles. Notre contact à Bukavu, Florence Furaha, membre de l'Observatoire des ressources naturelles, éprouve des difficultés à nous joindre. Internet, téléphone et GSM ont été coupés pendant plusieurs jours.

Le Congo est une poudrière. Huit congolais sur dix vivent sous le seuil de pauvreté. La plupart d'entre eux cultivent la terre. Ils se mettent au service d'une exploitation et en tirent juste de quoi se nourrir. Le chômage touche 80% de la population.

Dans la région que nous avons traversé,

des «seigneurs de guerre» traînaient dans les localités de Shabunda (ouest de Bukavu), Fizi (sud) et Goma (nord). Plus au nord, les Forces Démocratiques Alliées (ADF), un groupe armé composé de musulmans d'Ouganda, ont mené plusieurs incursions ces derniers jours, faisant plus de 250 victimes dans le Nord-Kivu. Des milices prennent pour cible des villages, dont ils massacrent les habitants à coup de machettes ou à la Kalachnikov.

En entrant au Congo, nous avons traversé le village de fantôme Mutarule. En juin dernier, 37 personnes y ont été assassinées. Sans que l'Onu ne soit intervenue malgré les appels. Le 29 décembre, de l'autre côté de la frontière, à Murwi (Burundi), une centaine de personnes ont été abattues dans les mêmes conditions.

V.G.



compte de Banro. La route est dangereuse et traverse des lieux improbables, comme la mine de Mishinga, rebaptisée par les locaux «Mine du Maroc». «Les mineurs s'y endettent pour acheter leurs outils. Mais certains n'arrivent pas à rembourser. Ils sont coincés sur place et ne reviennent jamais. Alors dans leur village, on dit qu'ils sont partis au Maroc», raconte Rodrigue Chabuka, notre guide, avocat à Bukavu.

Pour entrer dans le carré minier de Kadumwa sans risquer sa peau, le «muzungu» (l'homme blanc en Swahili) doit être accompagné par un creuseur. Emprunter un chemin tortueux. Croiser des porteurs maculés de boue, à bout de souffle, le regard perdu, quémendant parfois quelques francs.

Une fois passé un étroit couloir enfoncé dans des cabanons de bois, Kadumwa se révèle. Eldorado bricolé, où l'on cherche un aller simple pour échapper à la misère. Mais, à coup sûr, la seule source de revenus pour bon nombre de gens.

Le corps maculé de boue, des adultes et des mineurs d'âge creusent des galeries avec des outils sommaires. Sans prendre la peine d'étaçonner. Ils en tirent un limon qu'ils versent dans des fosses où d'autres s'immergent jusqu'à la taille, avant de plonger dans le liquide visqueux une bassine de plastique qu'ils font tourner pour en extraire quelques cailloux. Jusqu'à l'épuisement. Sous le regard de femmes venues vendre des biens de première nécessité.

Tout ceci, comble du surréalisme, au rythme d'un DJ qui, coincé dans un cabanon, diffuse des musiques téléchargées sur internet.

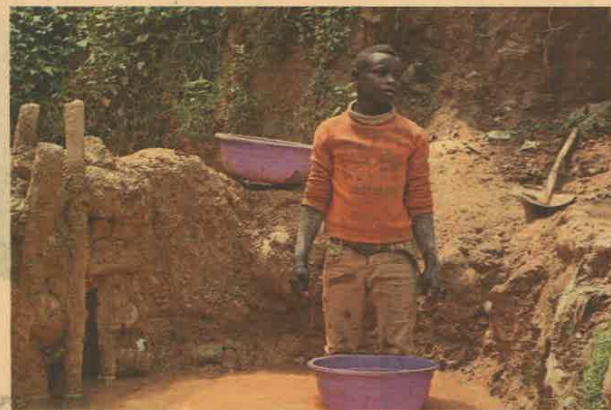
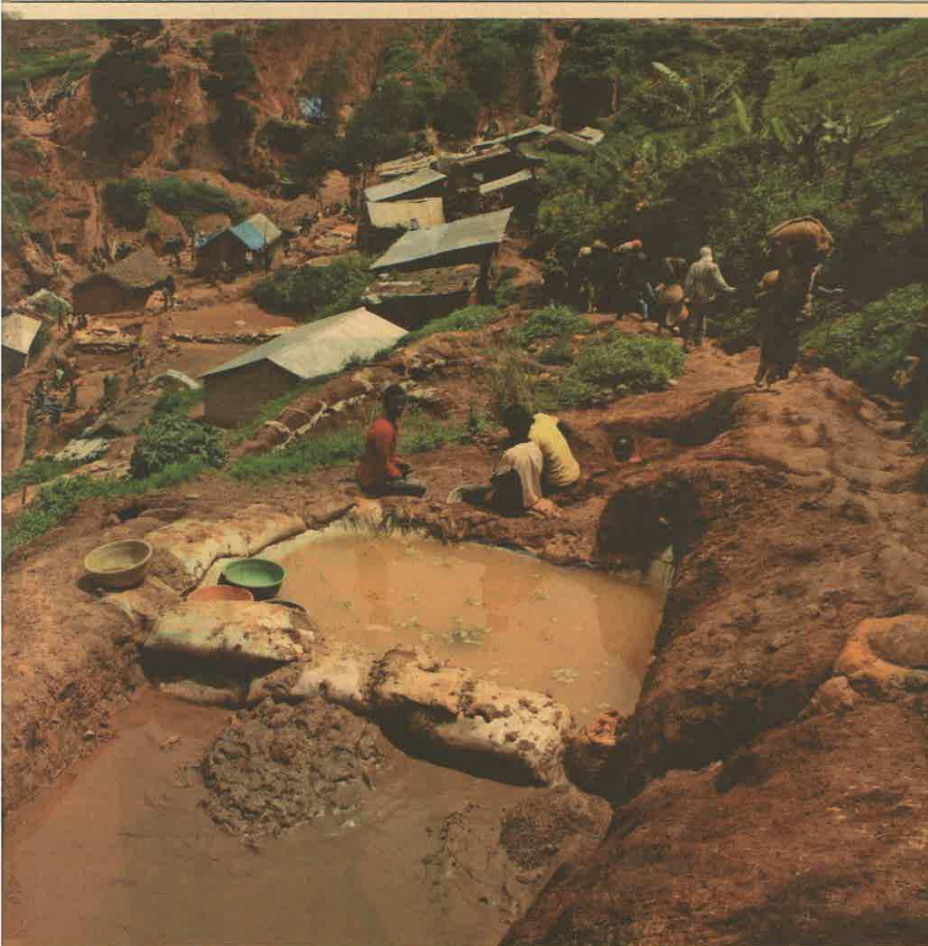
Des porteurs, de tous les âges, quittent Kadumwa en file avec leur cargaison trop lourde sur la tête, sous un soleil de plomb. Accompagnés par d'autres, munis de machettes. L'or s'en va sous bonne garde.

«Je travaille ici de six heures du matin à la tombée de la nuit. Les bons mois, je me fais 100 à 200 dollars», dit Jean-Frédéric, un creuseur croisé sur la route. Le salaire moyen au Congo tourne autour de 75 dollars par mois.

Mineurs spoliés et cyanure

Le Sud-Kivu regorge d'or. Après le départ des Belges, qui découvrirent un important filon dans la colline de Mbwege, son extraction fut cédée en 1996 par le Zaïre à Banro. La firme verse une taxe sur ses bénéfices à l'État (7%). L'or passe par Kinshasa avant d'être écoulé sur le marché international.

Le volume d'or produit par Luhwinja est tenu secret. Mais selon un document comptable obtenu par nos soins, Banro a extrait 3,15 tonnes d'or à Luhwinja en 2014 et réalisé un chiffre d'affaires de 128,5 millions de dollars. La société aurait payé 2,5 millions de dollars de taxes. Pas de quoi faire déborder



© VINCENT GEORIS



INTERVIEW

BUHENDA BUGIRI, LE DERNIER VILLAGEOIS

Âgé de 37 ans et père de famille, Buhenduha Bugiri refuse de quitter son terrain et sa maison, acquis en vertu du droit coutumier.

Son habitation est la dernière d'un village de Bugumia délocalisé dans la montagne par le groupe canadien Banro.

Buhenduha vit avec sa famille, enclavé derrière les barrières de l'usine aurifère. La firme a scellé ses puits d'or, mais il continue à creuser dans les collines voisines.

Banro lui oppose les droits d'exploitations minières acquis auprès de l'État congolais. Buhenduha Bugiri argue de son droit coutumier.

Nous avons rencontré le creuseur chez lui, sur cette colline remplie d'or désormais inaccessible.

Comment se passent vos relations avec Banro?
Quand Banro est arrivé, j'étais absent. En déplacement à Lubumbashi. Quand je suis rentré à la maison, j'ai découvert qu'ils avaient creusé dix-huit trous dans ma parcelle minière. Ensuite, Banro a voulu m'expulser de mes terres. Ils m'ont proposé 700 dollars pour ma mai-

son et mes parcelles d'or. J'ai dit non.

Ensuite, que s'est-il passé?
Je voudrais négocier avec eux, qu'ils construisent une maison où je peux vivre avec ma famille, qu'ils me donnent 70.000 dollars, ma parcelle le vaut bien, et un travail durable. Banro a démolé beaucoup de mes biens, et je n'ai jamais été indemnisé. Ils sont venus me trouver la semaine dernière pour me dire qu'ils me feront partir de force.

Et aujourd'hui?
Banro me propose 8.900 dollars pour ma maison et ma parcelle. C'est insuffisant. Nous sommes ici depuis longtemps. Donc je reste ici. Avec ma famille.

Qu'attendez-vous de Banro?
Je voudrais négocier avec eux, qu'ils construisent une maison où je peux vivre avec ma famille, qu'ils me donnent 70.000 dollars, ma parcelle le vaut bien, et un travail durable. Banro a démolé beaucoup de mes biens, et je n'ai jamais été indemnisé. Ils sont venus me trouver la semaine dernière pour me dire qu'ils me feront partir de force.

Propos recueillis par Vincent Georis et traduits du Swahili par Rodrigue Chubaka

À gauche, des militaires chargés de surveiller les collines, à Nyabibwe. Les groupes armés rebelles sont proches. En haut, la mine d'or de Kadumwa et ses bassins où l'on lave les boues pour en tirer l'or.

À droite, de haut en bas: des hommes gardent l'entrée d'un puits où des creuseurs exploitent un filon; un jeune mineur, exténué, sépare la boue de l'or; des minerais et de l'or, prêt à partir vers le raffinage.

Ci-contre à gauche, Buhenda Bugiri sur sa terre, gorgée d'or, qu'il refuse de quitter.

les caisses de l'État, ni entamer des investissements pour sortir de l'ornière cette région démunie de routes asphaltées, d'énergie et d'eau en quantités suffisantes.

«Banro exploite l'or de nos collines mais n'apporte rien à la communauté», tranche un représentant du Mwani, le «roi» ou chef coutumier. Une autorité influente qui règle, entre autres, le transfert des terres agricoles. C'est lui qui nous a autorisé à pénétrer dans la mine de Kadumwa.

Pour faire place à l'usine, le village ancestral de Bugumia a été déplacé par Banro dans la montagne, à Cinjira. Nous rencontrons ses habitants. «Les gens d'ici extraient l'or depuis des décennies, mais Banro veut les empêcher de continuer», témoigne Gervais, un enseignant. L'un d'entre eux, Buhenduha Bugiri, a refusé de partir (voir interview).

«Nous avons négocié une convention, mais Banro n'a pas respecté ses engagements», dénonce Muchaba, un ancien creuseur. Ils nous ont construit des maisons, mais c'est dans la montagne, à deux heures de marche de notre ancien village. Il fait froid. Les maisons sont toutes petites. Rien ne fonctionne. L'eau n'est pas souvent disponible. Banro avait promis une vraie route et de l'électricité, mais rien ne vient.»

Espérance, un villageois, surenchérit: «Il y fait très froid, c'est un milieu non-viable.»

Sur son site internet, Banro présente une situation idyllique, loin de cette réalité. Même s'il n'est pas resté inactif. «Banro a construit deux écoles, il faut le reconnaître, indique Gervais. Mais ils avaient promis des emplois dans la mine et presque rien n'est venu.» Sur deux milles villageois, cinquante ont reçu un boulot de cantonnier ou de sentinelle. Certains ont été engagés dans l'usine, mais pour une durée limitée.

Les villageois se plaignent aussi de la pollution d'un bassin d'eau cyanurée de l'usine de Banro, stagnant près du village. «Quatre vaches et des oiseaux sont morts après avoir bu. Une odeur nauséabonde s'en dégage. Nous

avons peur pour notre santé», dénonce Espérance. Ces témoignages confirment plusieurs récits d'ONG et des rapports de l'ONU.

Kalimbi la vertueuse

Direction Nyabibwe, une commune du territoire de Kalehe située à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Bukavu. Elle abrite la mine de cassitérite de Kalimbi, «la» mine artisanale exemplaire, classée verte. Les creuseurs y sont organisés en coopératives. Le minerai est répertorié et étiqueté pour en assurer la traçabilité.

«En 2011, des militaires rebelles s'étaient installés dans la mine et rançonnaient les gens. L'armée régulière est venue les déloger», raconte le père Théodore. À l'entrée de la maison où nous le rencontrons avec la communauté locale, des militaires pointent une mitrailleuse lourde et un lance-grenades vers les collines.

Nyabibwe porte les stigmates du génocide rwandais. Plus de 5.000 réfugiés fuyant le Rwanda y furent massacrés en 1996. Ils reposent dans des fosses communes. Aujourd'hui, la brousse de Kalehe compte encore des forces hostiles à Kinshasa. «Des Mai-Mai Armée rouge, Mai-Mai Kirikicho et le groupe Mai-Mai Ntakalaba sèment la terreur», affirme un témoin. La population fait état de vols et de viols à répétition. Ces groupes érigent aussi des barrières pour rançonner les passants.

Nyabibwe est sous le contrôle de l'armée congolaise (FARDC). Le colonel Ginaro Nzozomi tient la zone d'un main de fer: «La situation est calme depuis que nous sommes là. Plus aucun militaire ne descend dans la carrière. Et si les gens y voient un militaire, ils doivent le dénoncer et nous l'arrêter», explique Ginaro Nzozomi. «Quant aux rebelles et aux brigands ils sont un peu plus loin, dans les collines.»

Nous rejoignons la mine de Kalimbi. Une démonstration du système de traçabilité est organisée par deux cadres, Jacques Kaboyi et Francine Muhawe.

Mais la mine tourne à bas régime. «Le prix de la cassitérite a chuté. Nous avons aussi des problèmes d'inondations», explique un creuseur, les pieds dans la boue. Le regard soudain malicieux: «Nous avons besoin d'un investisseur pour nous aider à acheter du matériel. Les filons sont très riches. Dites-le en Europe. Si quelqu'un veut investir, il y a de l'argent à faire.»

Sur le chemin du retour, un infirme fait l'aumône. Une passante nous demande «dix francs pour manger une banane». Des gosses, l'avenir, nous défient posément du regard.

Plus loin, sur un pont de bois, un camion des Nations Unies accidenté bloque la piste pour plusieurs heures, en pleine savane. Un de nos accompagnateurs s'enfuit sur une moto de passage, il dit la zone non-sécurisée. Nous poursuivons, à pied. Dans une nature d'une beauté à couper le souffle.

Mettre de l'ordre dans le commerce de minerais du Congo sera un travail de titan. Impossible sans le concours de l'industrie. L'entreprise belge Umicore fait ici figure de bon exemple. Mais d'autres, comme Traxys ou Taminco, font froncer les sourcils des ONG. Comment encadrer les entreprises?

Les États-Unis sont à l'avant-garde. La loi Dodd-Frank, adoptée en 2010 sous l'impulsion d'Obama, décourage les entreprises de Wall Street de se procurer des minerais issus des zones de conflits. La Chine a adopté sa propre législation. En Europe, un projet déposé par l'ex-commissaire au Commerce Karel De Gucht vise à créer un système de traçabilité des minerais sur base volontaire. Mais au Parlement européen, des voix s'élèvent pour réclamer un régime obligatoire. Le texte sera discuté en mars. Un pas de plus, face à l'urgence de sortir le Congo des griffes de ses démons.

Une partie de ce reportage a été réalisée sans que l'identité de journaliste ne soit dévoilée, pour obtenir des renseignements et par mesure de sécurité.